



RIPOSTER et porter l'ambition émancipatrice d'une nouvelle civilisation humaine

Après le très beau succès de la fête de l'Humanité 2007, haute en couleurs, riche de débats et de rendez-vous culturels, belle de sa solidarité humaine, le contraste est puissant avec la politique menée par le président de la République.

À la solidarité, il oppose le scandale des tests ADN, au partage il prépare la dépénalisation des délits financiers, au besoin de justice il répond par les cadeaux aux plus riches et l'accusation des plus démunis, à la nécessité de sécuriser

Éminisme Communiste

l'emploi et la formation il propose les heures supplémentaires pour ceux qui ont déjà un travail, l'allongement de sa durée, le recul de l'âge de la retraite.

commission

Droits des femmes/féminisme

Ses attaques les plus dures concernent le monde du travail, les salariés et par conséquent les femmes sont en première ligne. Sous couvert de "conférence sur l'égalité professionnelle", ce qu'il vise, c'est l'incitation pour les femmes à rester au foyer. Alors qu'il est urgent d'agir pour mettre en œuvre réellement l'égalité de salaires, pour combattre la précarité au travail, pour créer des emplois de qualité permettant de sortir du chômage et du sous-emploi des milliers de femmes, ce qu'il nous propose c'est de simples mesurètes d'un autre âge et d'une grande violence à l'égard des femmes et des hommes qui travaillent.

C'est bien de transformation sociale dont nous avons besoin. Face à la déferlante sarkozyste, il nous faut opposer un projet de société renouvelé, portant l'ambition émancipatrice d'une nouvelle civilisation humaine, mettant l'égalité entre les femmes et les hommes au cœur de ce projet. Le chantier est ouvert chez les communistes. Sans attendre, nous avons l'occasion de lui donner corps dans le cadre de la préparation des élections municipales et cantonales. Alors que la volonté d'union est forte chez le peuple de gauche pour riposter aux violentes attaques quotidiennes, le travail est déjà engagé dans de nombreuses villes et cantons pour définir un projet progressiste.

Mettons-y au cœur l'égalité entre les femmes et les hommes, déclinons une politique d'égalité jusque dans nos communes et départements, mobilisons-nous pour que partout la loi sur la parité soit mise en œuvre afin de traduire en actes cette exigence humaine d'égalité, indissociable de toute avancée progressiste.

Gaëlle Abily

conseillère régionale en charge des questions *Droits des femmes*
membre du Conseil national

OCTOBRE 2007

Activité de la commission nationale

Compte rendu du débat de la Fête de l'Humanité et solidarité avec les femmes mexicaines **Pages 2-3**

Compte rendu de la réunion de la commission nationale

Réaction aux tests AND **Pages 4-5**

Activité unitaire

Initiative avec le CNDF : loi cadre contre les violences, précarité des femmes au travail "

Initiative féministe européenne **Page 6**

Agenda **Page 7**

COMPTE RENDU DU DÉBAT DE LA FÊTE DE L'HUMANITÉ

poursuivons notre solidarité avec les mères des jeunes femmes disparues

Une vingtaine de participantes étaient présentes à l'occasion du débat concernant les jeunes femmes mexicaines violées et battues à mort dans la région de Juarez.

Vous trouverez ci-après les extraits des interventions de :

Chantal Albertini, membre de la commission *Femme* et coordinatrice de la région Amériques pour l'équipe des défenseurs des droits de l'homme d'*Amnesty international*

Sophie Thonon, secrétaire nationale de *France Amérique Latine*

Laurence Cohen, responsable de notre commission

Chantal Maria Albertini

Dans une Amérique latine où les droits humains sont trop souvent bafoués, la violence contre les femmes reste un phénomène endémique, notamment en Colombie, au Guatemala et surtout au Mexique. Disparitions, viols, actes de torture, meurtres, associés à une culture généralisée de l'impunité sont particulièrement répandus dans ce dernier. Mais les cas les plus frappants et atroces se situent à la frontière du Mexique et des États-Unis, dans l'état de Chihuahua, et tout particulièrement dans la ville de Ciudad Juarez.

Dans cette ville sont implantées des "maquiladoras", usines de sous-traitance de multinationales, situées en zone franche et permettant l'exploitation d'une main-d'œuvre bon marché, essentiellement féminine, dont le travail consiste à assembler des produits qui sont réexportés dans les pays du nord. Cette main d'œuvre est constituée de jeunes filles ou de femmes, pour la plupart très jeunes, souvent venues d'autres régions du Mexique, donc isolées.

Et c'est là que, depuis 1993, ont été commis des centaines de meurtres de femmes. Ces meurtres ou disparitions n'ont jamais fait l'objet d'enquêtes sérieuses de la part des autorités mexicaines : toutefois, sous les pressions nationales et internationales, le gouvernement avait nommé en 2004 une procureure fédérale qui avait ordonné une révision des investigations menées par la juridiction régionale de l'état de Chihuahua.

Dans son rapport publié en février 2006, la procureure mettait en cause 177 fonctionnaires soupçonnés de négligence et d'omission lors des enquêtes relatives à 379 cas de meurtres. Mais jusqu'à présent, aucun d'entre eux n'a fait l'objet de poursuites et en juillet

2006, la procureure fédérale a décidé de clore les enquêtes, faute d'éléments prouvant que ces délits relevaient de la justice fédérale. Tous les dossiers sont de nouveau entre les mains des autorités de l'État de Chihuahua, c'est-à-dire à la case départ !

En mars dernier, la section française d'*Amnesty international* a reçu Marisela Ortiz Rivera, cofondatrice et directrice de l'association *Nuestras Hijas de Regreso a Casa*, créée en février 2001, après l'assassinat d'une de ses anciennes élèves. Elle consacre la plus grande partie de son temps à cette association qui s'est fixée les missions suivantes :

- lutte pour la mise en oeuvre de la justice ; promotion des droits humains; information et sensibilisation des communautés locales, nationales et internationales au sujet de la violence de genre ; soutien des familles concernées ;
- mise en oeuvre de programmes qui prennent en compte les familles des victimes : santé, éducation, habitat et tout ce qui est nécessaire à une qualité de vie digne et sûre.

Harcèlement et tentatives d'intimidation sont des manœuvres quotidiennes pour empêcher que la vérité éclate. En juin dernier, Marisela et d'autres membres de l'association, ainsi qu'une association d'avocats qui travaille avec eux, ont de nouveau reçu des avertissements, des tentatives d'intimidation et des menaces de mort pour les obliger à cesser leur combat. Marisela a dû s'éloigner un temps de Ciudad Juarez, mais elle y est retournée et nul doute qu'elle continuera sa lutte avec le même courage et la même détermination... Le soutien de la communauté internationale est, plus que jamais, nécessaire.

poursuivons notre solidarité...

Sophie Thonon

Sur dix crimes commis au Mexique, un seul est perpétré sur une femme. Par contre, à Ciudad Juarez, sur dix crimes commis, quatre ont une femme pour victime.

Comment expliquer une telle proportion, à ce point en rupture avec la moyenne nationale, comment expliquer qu'en l'espace de 14 ans, 400 jeunes filles aient non seulement été tuées mais abusées sexuellement et sauvagement torturées et que 400 aient disparu ? (1) Au point de permettre d'évoquer une nouvelle figure juridique, celle de féminicide.

Juarez se situe dans l'état mexicain de Chihuahua, sur le Rio Grande, c'est-à-dire à la frontière avec les États-Unis, en face de la ville d'El Paso et du Texas américain, formant ainsi un ensemble urbain de plus de 2 millions et demi d'habitants, étant précisé que les 2 villes sont, économiquement, inégales.

À partir des années 40, Juarez (créatrice du désormais célèbre cocktail Margarita), s'est construite une réputation de ville de plaisirs faciles, avec un inévitable cortège de crimes et de délits, tels que prostitution, trafic de drogue, jeux illicites... et impunité.

Devenue zone franche, libre de droits de douane, elle connaît depuis 30 ans une explosion économique, grâce à l'implantation de "maquiladoras", immenses usines d'assemblage mises en place par des sociétés nord-américaines qui profitent du bas coût d'une main-d'œuvre mexicaine sans défense.

Se trouvent ainsi réunis plusieurs facteurs : l'existence d'un vaste espace de libre circulation des marchandises et des capitaux, couplée aux effets de dérégulation de la mondialisation, une population ouvrière extrêmement vulnérable, parce qu'isolée, jeune et féminine et ensemble, sur fond de tradition délictuelle et d'impunité.

Est également avancé l'argument selon lequel ces ouvrières qui, par leur travail, s'assurent une indépendance économique, quoique réduite et précaire, remettraient ainsi en cause le schéma machiste de la société d'Amérique centrale.

En dépit du fait que les explications fournies ne sauraient épuiser la complexité du phénomène, il semble cependant que la conjonction des éléments présentés concourent à faire de Juarez le lieu dans lequel les effets les plus criminels de la dérégulation se concentrent et s'affrontent et que le martyr de ces très jeunes femmes constitue l'expression de la sexualité d'un monde globalisé.

(1) La passivité, voire la complicité des élus locaux, des administrations policières et judiciaires ne permettent pas l'aboutissement des poursuites entreprises par les familles, et ce en dépit de la nomination par le gouvernement, en 2004, d'un procureur fédéral spécial, une femme, et qui a, entre autres, dénoncé le comportement de 177 fonctionnaires dans les enquêtes entreprises depuis 1993 mais dont aucun n'a fait l'objet de poursuites.

Laurence Cohen

Je tiens à saluer le courage de Marisela Ortiz, responsable de l'association des filles disparues, qui n'a pu être présente lors du débat et qui est menacée de mort par les autorités locales de Juarez. Je tiens également à rappeler l'importance de notre mobilisation en faveur de ces jeunes femmes qui subissent cette affreuse barbarie.

Notre combat solidaire avec l'association des mères des filles disparues est concomitant avec notre combat pour obtenir en France une loi cadre contre les violences faites aux femmes car le combat des unes est un point d'appui pour les femmes du monde entier.

Je constate une fois de plus que les rapports de pouvoir, la globalisation, la course à la mon-

dialisation s'alimentent du patriarcat et ne font que nourrir l'imbrication des choix capitalistes et des discriminations sexistes. Nous devons agir de manière urgente, pour faire en sorte que cette zone (région de Chihuahua) ne soit plus une zone de non droit.

Le débat s'est conclu par un accord pour tout mettre en œuvre pour faire pression sur les autorités internationales, européennes et nationales.

Un appel, signé des intervenantes de ce débat, est en cours de rédaction, pour exprimer notre détermination, interpellier l'ambassade du Mexique et les autorités européennes ainsi que la cour de justice des droits de l'homme à l'ONU.

COMPTE RENDU

réunion de la commission le 5 octobre 2007

Après un bref retour sur le succès de la participation, de la grosse fréquentation dans les débats de la Fête de l'Huma, il est à noter que le débat des dirigeants de la gauche sur les ripostes possibles face à la politique de Sarkozy a connu une très grosse participation. Une participation qui confirme que le peuple de la Fête est probablement en recherche de rassemblement pour agir.

Laurence a également rappelé que les mesures de Sarkozy et du gouvernement Fillon auraient des conséquences graves sur la situation des femmes :

- franchises médicales
- réforme de la retraite
- licenciements dans les services publics
- conférence sur égalité professionnelle femme/homme (dont le discours de Sarkozy dans sa campagne électorale laisse entrevoir que, de nouveau, des mesures seront prises autour du concept "conciliation vie professionnelle/vie familiale")
- à propos du regroupement familial, le scandale du test ADN qui depuis le vote de la loi touche les femmes (communiqué ci-joint pour exiger le retrait de cette loi)
- les violences faites aux femmes
- nouveau traité européen avec la réintroduction du rôle de la religion en Europe dans le texte (question qui pourrait menacer le droit à l'avortement et la reconnaissance de la laïcité et qui avait été retiré au moment du référendum).

Au regard de ces premiers éléments et dans le cadre de la journée du 27 octobre pour engager la riposte à cette politique, la commission a pris contact avec Alain Obadia, responsable du collectif **Riposte**, pour que dans les initiatives du 27 octobre la question des droits des femmes soit visible.

Par ailleurs, Laurence a proposé la tenue d'un forum des luttes des femmes qui pourrait avoir lieu autour des 3 premiers mois de 2008 et notamment le 8 mars. Qu'en pensez-vous ?

Point sur le Parti de la gauche européenne

Les femmes des différentes composantes du PGE ont créé des lieux de rencontre et de travail pour insuffler au sein du PGE les questions du féminisme et des droits des femmes. Le prochain congrès doit avoir lieu les 23-24-25 novembre 2007. À ce titre, les femmes ont prévu plusieurs journées d'échanges car le mouvement féministe a besoin d'évaluer les différentes situations dans chaque pays européen et de définir des objectifs de lutte à l'échelle de l'Europe. L'une aura lieu les 27 et 28 octobre, à laquelle Laurence Cohen et Colette Mò participeront pour le PCF. L'autre assemblée des femmes aura lieu à l'ouverture du congrès le 23 novembre 2007, où tous les délégués (hommes et femmes) devront participer.

La délégation du PCF sera composée de 6 hommes et 6 femmes : Marie-George Buffet, Laurence Cohen, Meriem Derkaoui, Élisabeth Gauthier, Christine Mendelsohn, Sarah-Jane Mellor, Daniel Cirera, Jean-François Gau, Jacques Fath, Obey Ament, Francis Wurtz, Denis Oztorum du MJC.

L'assemblée des femmes travaille sur :

- droit de la personne, laïcité
- travail, précarité des femmes
- solidarité, violences à l'encontre des femmes, prostitution
- paix

Depuis l'existence du PGE, comme vous avez pu en être informées dans les bulletins précédents, les femmes françaises ont produit de nombreux textes, y compris une pétition concernant l'avortement en Europe.

Conclusion :

Un appel à la vigilance pour une plus grande visibilité des droits des femmes dans l'engagement des initiatives **Riposte**.

Un appel adressé à l'ambassade du Mexique et aux autorités européennes pour que cesse les tortures à l'égard des femmes mexicaines. La question d'un Forum des luttes des femmes en 2008 ?

Vigilance quant aux candidatures aux élections cantonales sachant que la parité est obligatoire aux municipales.

Mobilisation sur la pétition "Exigeons un référendum concernant le traité modificatif". ➤



activité de la commission nationale

réunion de la commission...

Assemblée extraordinaire : étape de préparation du congrès de 2008

Dans le cadre de l'assemblée extraordinaire des 8 et 9 décembre 2007, étape importante de la préparation du congrès de 2008, il serait nécessaire :

- de réfléchir à des contributions sur les questions du féminisme, de la place des femmes dans la société, de leurs droits
- de prendre des initiatives comme, par exemple, celle prise par la fédération du Val-

de-Marne qui organise une audition sur : *Le féminisme, la notion de genre*

- ou autres questions touchant aux droits des femmes, à leur place dans la société.

Dans le prochain bulletin

Des informations vous seront transmises sur l'action des régions de Champagne/Ardenne et de Bretagne sur les questions des droits des femmes au travail.

Élisabeth Ackermann

Communiqué loi Hortefeux

Les militantes et militants communistes émettent une très vive protestation face à l'amendement scélérat voté par le Sénat concernant les tests ADN pratiqués aux migrantes qui souhaitent vivre en famille.

Malgré la plus vive hostilité des associations, de nombreux progressistes, des évêques de France, de citoyens et de citoyennes attachés aux droits humains, le regroupement familial est désormais subordonné à des critères de caractères raciste et sexiste.

Le gouvernement et son ministre Hortefeux, suivis par une majorité de sénateurs de droite, accentuent une fois de plus les discriminations à l'égard des femmes, sous prétexte d'une "immigration choisie".

Ce n'est pas notre conception du respect de la dignité de tout être humain.

Alors que durant la campagne des présidentielles Nicolas Sarkozy se targuait de faire progresser l'égalité femme/homme, nous assistons aujourd'hui aux vrais objectifs de sa politique profondément réactionnaire.

Nous exigeons le retrait de cette loi inadmissible sur le fond et sur la forme.

Laurence Cohen



INITIATIVES AVEC LE CNDF

loi cadre contre les violences et égalité professionnelle femme/homme

La commission est engagée au sein du *Collectif droit des femmes* pour aller vers des actions dans le cadre de la **Journée internationale contre les violences faites aux femmes** du 25 novembre.

Un rassemblement est prévu autour de cette date pour :

- manifester notre solidarité avec les femmes du monde qui subissent des violences
- interpeller le gouvernement pour obtenir débat et vote concernant la loi cadre contre les violences faites aux femmes (brochure de la loi auprès d'Élisabeth).

Nous vous informerons au fur et mesure des décisions qui seront prises concernant le rassemblement car il y a actuellement débat sur manif ou rassemblement et le jour.

précarité des femmes au travail

Toujours avec le *Collectif droit des femmes*, il est envisagé plusieurs actions avant la conférence gouvernementale sur l'égalité femme/homme au travail. L'objectif est de distribuer un tract dans les grands magasins parisiens, dans les centres commercial, les entreprises à forte main-d'œuvre féminine, les hôpitaux, pour dénoncer les inégalités et la précarité que vivent les femmes salariées.

Là encore, nous vous informerons et vous ferons parvenir le tract dès qu'il sera validé par le collectif.

INITIATIVE FÉMINISTE EUROPÉENNE

appel à dire NON au "Traité européen modificatif"

L'association *Initiative féministe européenne* pour une autre Europe lance un appel à dire NON au traité modificatif. Son orientation est celle du traité constitutionnel caduc par son rejet par la France et les Pays-Bas en 2005 :

"Il est nécessaire et urgent de changer de cap en Europe. Il faut rompre avec les politiques et les institutions actuelles. Des propositions concrètes existent pour cela, qui ont déjà recueilli le soutien de plus de 2000 féministes – hommes et femmes – de 35 pays."

Contact : ife@efi-europa.org



AGENDA

25 octobre

Audition : *Le féminisme, notion de genre*, à 19h
Fédération du PCF du Val-de-Marne, 45 rue Marat Ivry

27 octobre

Initiatives *Riposte*

25 novembre

Journée internationale contre les violences faites aux femmes

**8 et 9
décembre**

Assemblée extraordinaire : étape de préparation du congrès de 2008

Tee-shirts

Des **tee-shirts Égalité** sont à votre disposition. Nous avons pris cette initiative pour deux raisons : rendre plus "visible", plus attractif notre engagement lors de manifestations publiques de tous types dans tous lieux et permettre à notre commission de dégager de l'argent pour le Parti. Le coût est de 10 euros.

Vous pouvez les commander, par téléphone, auprès d'Élisabeth Ackermann, au 01 40 40 11 74 ou nous renvoyer le bon de commande ci-dessous.

BON DE COMMANDE tee-shirts Égalité

Fédération : _____
nom et adresse

Camarade qui passe commande : _____
nom et prénom, téléphone

nombre

_____ **tee-shirts - taille small à 10 euros** = _____

_____ **tee-shirts - taille large à 10 euros** = _____

Total commande : _____

ci-joint : règlement _____